自由中国运动 · Free China Movement

T079｜Quand les choses tournent mal au niveau local, le système central est-il vraiment sans reproche ?

T079 · v1.0 ｜ 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t079-local-central/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

L'affirmation

Quand un village perd ses terres ou que les fonds d'un comté disparaissent, l'explication officielle est toute prête : un problème local. Quelques cadres se sont égarés ; le système au centre est sain. Le livre blanc du Conseil des affaires d'État de 2021, *La Chine : une démocratie qui fonctionne* (*China: Democracy That Works*), présente la machine comme complète : la supervision atteint « chaque domaine et chaque recoin » du pouvoir, et l'abus de pouvoir se guérit « non par la soi-disant rotation des partis et la séparation des pouvoirs, mais par une supervision démocratique scientifique et efficace ». Conclusion : le centre a conçu une bonne machine, et la machine n'est pas à blâmer quand un opérateur local en abuse.

Ce que disent réellement les sources

La propre description du livre blanc rend les deux difficiles à séparer. Les décisions sont exécutées, dit-il, « par la coordination étroite des niveaux central, provincial, municipal, de comté et de canton, mises en œuvre couche par couche ». Le personnel se déplace de la même manière : « les candidats recommandés par les organisations du Parti deviennent des dirigeants des organes d'État par des procédures légales ». Et la supervision censée détecter les abus est largement verticale : des organes se supervisant mutuellement « de haut en bas, de bas en haut et entre eux ».

Wukan, un village du Guangdong, montre à quoi ressemble cette chaîne quand elle se brise. Les villageois disaient que leur comité avait vendu des terres collectives à des promoteurs sans indemnisation appropriée, et avaient adressé des pétitions au gouvernement national en 2009 et 2010. En septembre 2011, ils ont manifesté ; en décembre, les responsables avaient été chassés, un chef de la protestation était mort en détention, et la police avait assiégé le village. Ce n'est qu'alors que les autorités provinciales sont intervenues, ont suspendu les projets et laissé les villageois élire un nouveau comité en mars 2012. Le *Financial Times* a rapporté en 2011 que les ventes de terres fournissaient environ 40 pour cent des recettes des gouvernements locaux — le contexte qui rendait les terres du village dignes d'être vendues.

La réfutation

La question n'est pas de savoir si un responsable local peut mal agir seul — il le peut. C'est de savoir quand son méfait cesse d'être le sien seul ; la réponse repose sur quatre distinctions que l'affirmation écrase en une seule.

Premièrement, la violation individuelle : un cadre qui empoche un pot-de-vin commet son propre crime ; aucun récit honnête ne blâme le centre pour ce qui est dans sa poche. Deuxièmement, l'incitation : quand les objectifs transmis d'en haut récompensent les

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

recettes foncières, les chiffres de croissance et des rues tranquilles, les responsables qui les atteignent sont promus. Un comportement que le système récompense est le comportement du système. Troisièmement, la nomination : en RPC, le dirigeant local doit son poste au niveau supérieur, tandis que ceux que ses décisions blessent n'ont aucun vote pour le révoquer. La responsabilité court vers le haut ; le préjudice court vers le bas. Quatrièmement, la chaîne de responsabilité : un réseau de supervision qui prétend atteindre « chaque domaine et chaque recoin » ne peut pas plaider l'innocence totale quand un recoin échoue. Soit le filet a des trous — une question de conception — soit les surveillants ont détourné le regard — une question de fonctionnement. Les deux sont des faits sur le système, et non sur un village.

Le contraste avec la ROC (Taïwan) est structurel : en vertu de la loi taïwanaise sur le gouvernement local (*Local Government Act*), un magistrat de comté ou un maire de ville « est élu au suffrage populaire pour un mandat de quatre ans » par les résidents eux-mêmes, de sorte que l'électeur lésé par une décision locale peut révoquer le responsable qui l'a prise. Les élus échouent aussi — mais la responsabilité court alors vers le bas, et non seulement vers le haut.

L'erreur miroir doit aussi être évitée. Toutes les défaillances locales ne relèvent pas de la conception du centre : un maire qui vole est un voleur, et un tuyau qui éclate est un tuyau qui éclate. Blâmer Pékin pour tout remplace une généralisation par une autre et disculpe le véritable coupable. La différence, c'est la preuve : une pomme pourrie est un cas de personnel ; la même pourriture verger après verger est une question sur le sol et le jardinier.

Wukan illustre la ligne de partage. Les ventes de terres étaient des actes locaux, accomplis par des responsables locaux, pour un gain local — ce blâme appartient au village. Mais les pétitions des villageois sont restées sans réponse pendant deux ans à l'intérieur du système qui prétend atteindre chaque recoin ; les responsables qui ont vendu les terres avaient été mis en place par le haut ; et la pression pour convertir les terres collectives en recettes venait d'une structure fiscale conçue bien au-dessus du village. La province a changé les visages et suspendu les transactions ; la question de savoir si le système a tiré une leçon dépend de celle de savoir si les règles ont changé aussi.

Le test

Quatre questions séparent une défaillance locale d'une défaillance systémique. Premièrement, le même acte s'est-il reproduit partout où s'appliquaient les mêmes incitations, ou s'agissait-il d'un cas isolé ? Deuxièmement, qui a choisi le responsable, et envers qui répond-il — les gens d'en bas, ou le niveau d'en haut ? Troisièmement, les canaux de supervision du centre ont-ils vu le problème quand les citoyens l'ont signalé, et que s'est-il passé avant la protestation ? Quatrièmement, après l'échec, les règles ont-elles

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

changé, ou seulement les visages ? Si seuls les visages changent, le système a gardé la cause et écarté la preuve.

Le livre blanc fournit le critère : un système politique se juge selon que « l'exercice du pouvoir peut être efficacement contenu et supervisé ». Une contrainte qui s'arrête à la limite du comté n'est pas une contrainte. Un système qui conçoit les incitations, nomme les responsables et gère la supervision ne peut pas revendiquer le mérite de la conception et désavouer les échecs qu'elle produit — mais ses critiques ne peuvent pas non plus le blâmer pour l'échec d'un seul homme. La question honnête est toujours la même : où, dans cette chaîne, l'échec a-t-il commencé, et qui aurait pu l'arrêter ?

Note sur les sources

- Source primaire, vérifiée en direct le 2026-11-19 par récupération directe : Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, 《中国的民主》 (*China: Democracy That Works*), décembre 2021, préface ; section II(2) sur le système des congrès du peuple et le personnel ; section III(5) 民主监督 ; section IV(2) sur la participation démocratique et la mise en œuvre. https://bb.china-embassy.gov.cn/chn/xwdt/202112/t20211207_10463217.htm — toutes les citations ci-dessus ont été vérifiées mot pour mot par rapport à ce texte ; les traductions sont celles du rédacteur.
- Wukan 2011 : vérifié via les résultats de recherche récupérés le 2026-11-19 — Wikipédia, « Wukan protests » (https://en.wikipedia.org/wiki/Siege_of_Wukan) et *Georgetown Journal of International Affairs*, « Wukan Village, China: A Narrow Path for Local Democracy » (https://gjia.georgetown.edu/online-archives/wukan-village-china-a-narrow-path-for-local-democracy/) : ventes de terres par des responsables locaux sans indemnisation appropriée ; pétitions adressées au gouvernement national en 2009 et 2010 ; manifestations en septembre 2011 ; responsables chassés et siège policier en décembre 2011 ; décès du représentant des manifestants Xue Jinbo en garde à vue ; intervention provinciale, suspension des projets et élection d'un nouveau comité de village en mars 2012. Le chiffre « environ 40 pour cent des recettes des gouvernements locaux provenant des ventes de terres » est le reportage du *Financial Times* de 2011 tel que cité dans l'article de Wikipédia, attribué comme tel, et non vérifié indépendamment par ce rédacteur.
- ROC (Taïwan), *Local Government Act*, art. 56 : le magistrat de comté / maire de ville « est élu au suffrage populaire pour un mandat de quatre (4) ans » — vérifié via la base de données des lois et règlements de la République de Chine (Taïwan), https://law.moj.gov.tw/ENG/LawClass/LawAll.aspx?pcode=A0040003 (résultats de recherche récupérés le 2026-11-19).
- La position opposée (« les défaillances locales n'ont rien à voir avec le système central ») est une inférence reconstruite à partir de la présentation, dans le livre blanc,

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

de la supervision comme complète et de l'abus de pouvoir comme guérissable au sein du système, et non une déclaration officielle verbatim ; l'affirmation a été restreinte à ce que les sources étayent.

- Renvoi CCE123 : OMIS, les deux familles. Le texte final 38 (brouillon d'inventaire CCE-035) et le texte final 116 (brouillon d'inventaire CCE-096) n'ont pas pu être vérifiés en direct : une récupération directe du portail EN https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/ a renvoyé HTTP 404 (2026-11-19), et des recherches ciblées sur le web pour « CCE-035 », « CCE-096 », « en-cce-035 » et « en-cce-096 » sur freechina.live n'ont renvoyé aucune page en direct correspondante pour l'une ou l'autre famille. Aucune URL canonique n'a donc été citée ; aucune URL n'a été devinée. Le fichier MAP-123 cité dans l'ordre de travail (~/workspace/cce-toc-renumber-plan-20261112/map123.json) n'était pas présent dans l'espace de travail de ce siège, donc la correspondance texte final ↔ brouillon a été reprise de l'ordre de travail lui-même. Les liens pourront être ajoutés lors de la préparation du Gate 1 / Gate 2, une fois les éditions EN confirmées comme actives.
- Cadre de la réponse historique : pas avant 1998 (la source la plus ancienne utilisée est le livre blanc de 2021 ; l'illustration par un cas, Wukan, date de 2011–2012). Dénomination : ROC (Taïwan) / RPC (Chine continentale).

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live